

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41385]

2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative, modifié par les décrets du 17 décembre 2003, 1^{er} juillet 2005, 20 juillet 2006, 7 décembre 2007, 24 octobre 2008, 19 octobre 2007, 31 mai 2012, 17 décembre 2014, 19 juillet 2017 et 14 novembre 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente ;

Vu le « test genre » du 12 décembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 23 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation permanente, donné le 20 février 2019 ;

Sur proposition de la Ministre qui a l'éducation permanente dans des attributions ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2014 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative ».

Art. 2. Aux 1^o et 8^o de l'article 1^{er} du même arrêté, les termes « décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente » sont remplacés par les termes « décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative ».

Art. 3. L'intitulé du chapitre 2, du même arrêté, est modifié comme suit : « CHAPITRE 2. - Conditions de reconnaissance dans le cadre de l'axe 1, visé à l'article 3, §2, du décret et catégories de forfait correspondantes ».

Art. 4. A l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les termes « à l'article 3, 1, du décret » sont remplacés par les termes « à l'article 3, § 2, du décret ».

Art. 5. A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « à l'article 3, 1, alinéa 2, du décret » sont remplacés par les termes « à l'article 3, § 2, alinéa 2, du décret » ;

2^o au § 2, alinéa 2, les termes « visé aux articles 19 et 20 du décret » sont remplacés par « visé à l'article 19 du décret » ;

3^o au § 3, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'association doit réaliser au minimum 60% des heures d'activités en-dehors des heures co-valorisées avec d'autres associations d'éducation permanente.

Lorsqu'une association collabore avec une ou des associations reconnues dans l'axe 1, ces activités sont gérées via une convention fixant au minimum la répartition des heures d'activités entre les associations partenaires, la description des rôles respectifs, la visée en termes de publics mobilisés.

Dans l'hypothèse où une association réalise une activité en collaboration avec d'autres partenaires, les heures d'activités sont comptabilisées dans leur totalité pour autant que l'association soit clairement identifiée comme co-initiatrice et porteuse du projet.

Les heures d'activités comptabilisées en commun sont valorisables à 100% au maximum par trois partenaires uniquement, soit au total à concurrence de 300% maximum. ».

Art. 6. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être reconnue en vertu de l'article 4 du décret, dans le cadre de l'axe 1, tel que visé à l'article 3, § 2, du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

1^o avoir un impact territorial correspondant au moins à une commune, à un village ou à un quartier ;

2^o développer au moins une thématique d'action à ce niveau territorial ;

3^o concrétiser cette ou ces thématique(s) d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 60 heures par an, pour lesquelles une information et une concertation régulières des participants et des membres de l'association sont réalisées. » ;

2^o au § 2, le point 1^o est remplacé par la disposition suivante : « 1^o avoir un impact territorial correspondant au moins à une commune, à un village ou à un quartier ; » ;

3^o au § 3, le point 1^o est remplacé par la disposition suivante : « 1^o avoir un impact territorial correspondant au moins à une commune, à un village ou à un quartier ; ».

Art. 7. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « tel que visé à l'article 3, 1, du décret, » sont remplacés par les termes « tel que visé à l'article 3, §2, du décret » ;

2° le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° présenter un impact territorial correspondant au moins :

a. soit à une zone comptant 50.000 habitants ;

b. soit au territoire de six communes au minimum ; » ;

3° au §2, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° présenter un impact territorial correspondant au moins :

a. soit à une zone comptant 50.000 habitants ;

b. soit au territoire de six communes au minimum ; » ;

4° au § 3, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° présenter un impact territorial correspondant au moins à une zone comptant au moins 50.000 habitants ; » ;

5° au §4, le point 1° est remplacé par une disposition formulée comme suit :

« présenter un impact territorial correspondant au moins à la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou à une province wallonne ; ».

Art. 8. A l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « visé à l'article 3, 1, du décret, » sont remplacés par « visé à l'article 3, § 2, du décret, ».

Art. 9. A l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « visé à l'article 3, 1, du décret, » sont remplacés par « visé à l'article 3, § 2, du décret, ».

Art. 10. A l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « visé à l'article 3, 1, du décret, » sont remplacés par « visé à l'article 3, § 2, du décret, ».

Art. 11. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « visé à l'article 3, 1, du décret, » sont remplacés par « visé à l'article 3, § 2, du décret, » ;

2° est ajouté in fine un paragraphe 4 formulé comme suit :

« § 4. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue au paragraphe 3, l'association qui fédère neuf régionales et plus situées dans au moins quatre provinces distinctes et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale répond au minimum aux conditions suivantes :

1° pour la générale et les régionales :

a. développer au minimum quatre thématiques d'action ;

b. concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 400 heures par an ;

c. réaliser au moins quatre activités par an, ayant un impact sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, s'adressant à un large public, au-delà des membres du mouvement et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser des participants potentiels ;

d. réaliser un périodique de liaison à destination des membres du mouvement, diffusé à une fréquence au moins trimestrielle, et adressé à l'ensemble des associations reconnues en vertu du décret ;

e. disposer d'un site internet présentant, en ligne, le programme des activités ;

f. assurer la coordination des activités menées par les régionales ;

g. participer à des projets communs avec d'autres associations, reconnues ou non en vertu du décret, sur la base de la collaboration, du partenariat ou du réseau ;

2° pour l'ensemble des régionales :

a. réaliser des activités locales de proximité d'une durée d'au moins 4.800 heures par an, dont, par exception à l'article 2,60 % au moins concrétisent les thématiques d'action visées au point 1°, a ;

b. réaliser au moins 24 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels ;

3° pour chaque régionale :

a. réaliser au moins 200 heures d'activités locales de proximité par an ; ces heures entrent dans le calcul du nombre d'heures d'activités locales de proximité visé au point 2°, a ;

b. réaliser au moins une activité annuelle s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités du mouvement et de sensibiliser de nouveaux participants potentiels ; cette activité entre dans le calcul du nombre d'activités visé au point 2°, b ;

c. présenter un impact territorial correspondant au moins à une zone comptant 100.000 habitants ;

d. transmettre à l'Administration les documents attestant de ses liens institutionnels ou contractuels avec la générale.

En application de l'article 10, 2°, 3), c), du décret, le nombre de points activités alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 295.

Pour postuler au niveau de forfait visé à l'alinéa 1^{er}, l'association doit être préalablement reconnue dans les 4 axes du décret. ».

Art. 12. Dans l'intitulé du chapitre 3, du même arrêté, les termes « visé à l'article 3, 2. du Décret » sont remplacés par les termes « visé à l'article 3, § 3, du décret ».

Art. 13. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 10.** Pour être prises en considération dans le cadre du présent Chapitre, les formations répondent aux conditions suivantes :

1° s'inscrire dans la perspective de l'article 1^{er} du décret ;

2° s'adresser à des animateurs, formateurs, responsables associatifs et acteurs associatifs ou issus du secteur non marchand public ou privé, qu'ils soient engagés ou en recherche d'engagement, bénévoles ou salariés et permettre aux participants d'acquérir des compétences d'animation, d'analyse, de pédagogie, de méthodologie, de gestion associative, de communication ou de maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour autant que cette dernière maîtrise soit assortie d'une réflexion critique sur le rôle et la place des nouvelles technologies dans la société, et de se former à des enjeux culturels et de citoyenneté critique ;

3° se distinguer par leur contenu, la méthodologie mise en place pour les dispenser et, le cas échéant, les publics qu'elles visent, de programmes de formation de type scolaire, parascolaire, universitaire, académique, professionnel, ainsi que des formations de promotion sociale et d'insertion Socioprofessionnelle.

Les formations à des enjeux culturels et de citoyenneté critique peuvent, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'adresser à des publics spécifiques autres ou au contraire, à un public large, pour autant que les conditions reprises à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3°, soient remplies. ».

Art. 14. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, les termes « et de l'article 3, 2, du décret » sont remplacés par « et de l'article 3, § 3, du décret » ;

2° le point 4° est complété in fine par les termes « et d'éducation permanente ; ».

Art. 15. A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, les termes « /participants » sont supprimés ;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 5 est supprimé ;

3° au § 1^{er}, l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante : « Les participants pris en considération pour le calcul des heures sont ceux présents en qualité d'animateur, de formateur, de responsable associatif et d'acteur associatif, et ce quel que soit leur secteur d'activité, et ceux présents lors des formations à des enjeux culturels et de citoyenneté critique visées à l'article 10, alinéa 2. » ;

4° l'alinéa 7 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit : « Le nombre d'heures de formation est multiplié par 2 lorsque le nombre de participants à un groupe en formation est supérieur à 16. » ;

5° au § 2, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas formulés comme suit :

« L'association doit réaliser au minimum 60 % des heures de formation en dehors des heures covalorisées avec d'autres associations d'éducation permanente.

Dans l'hypothèse où une association réalise des formations en collaboration avec d'autres partenaires, ces activités sont comptabilisées dans leur totalité pour autant que l'association soit clairement identifiée comme co-initiatrice et porteuse du projet.

Lorsqu'une association collabore avec un ou des opérateurs reconnus dans l'axe 2, ces heures de formation sont gérées a priori et/ou a posteriori via des accords actés entre les associations concernées. Cet accord fixe au minimum la répartition des heures d'activités entre les partenaires, la description des rôles respectifs et la visée en termes de publics. ».

Art. 16. A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « tel que visé à l'article 3, 2, du décret, » sont remplacés par les termes « tel que visé à l'article 3, §3, du décret, » ;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 500 heures ; » ;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 900 heures ; » ;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « concrétiser ce programme par des formations d'une durée moyenne annuelle d'au moins 1.200 heures ; » ;

5° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « La formation de longue durée visée au point 3° entre dans la comptabilisation du nombre d'heures exigé au point 2° du présent paragraphe ».

Art. 17. L'intitulé du chapitre 4, du même arrêté, est modifié comme suit : « Conditions de reconnaissance dans le cadre de l'axe 3, visé à l'article 3, § 4, du décret et catégories de forfait correspondante ».

Art. 18. Avant l'article 14, du même arrêté, est inséré une section première intitulé « Section 1^{ère} : Principes généraux ».

Art. 19. L'article 14 du même arrêté est supprimé.

Art. 20. La « Section 1^{ère} : Réalisation de services, de ressources documentaires et/ou d'outils pédagogiques - article 3, 3, 1^o du décret », du même arrêté, est supprimée.

Art. 21. La « Sous-section 1 : principes généraux », du même arrêté, est supprimée.

Art. 22. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 15.** Pour bénéficier d'une reconnaissance dans l'axe 3, l'association doit mettre en œuvre une des activités suivantes ou une combinaison de ces activités à destination des associations ou de publics adultes de la région bilingue de Bruxelles-capitale ou de la région de langue française :

- 1^o réaliser des services permettant aux associations et/ou à des groupes d'adultes de concrétiser leurs activités ou projets d'éducation permanente ;
- 2^o mettre à disposition des ressources documentaires ;
- 3^o réaliser et mettre à disposition des outils pédagogiques ou culturels pour la vie associative ou, le cas échéant, pour un public principalement adulte ;
- 4^o réaliser des analyses ;
- 5^o réaliser des études ;
- 6^o réaliser des recherches participatives.

La réalisation d'analyses reprises au point 4^o de l'alinéa 1^{er} est combinée au moins à un autre type de réalisation repris aux points 1^o à 3^o, 5^o ou 6^o de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 23. L'article 16, du même arrêté, est supprimé.

Art. 24. Avant l'article 17, du même arrêté, est inséré une section 2 intitulée « Section 2 : Principes spécifiques à la mise en œuvre de services, à la mise à disposition de ressources documentaires, à la réalisation et à la mise à disposition d'outils pédagogiques ou culturels ».

Art. 25. A l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Les services, ressources documentaires et/ou outils pédagogiques ou culturels se concrétisent par des réalisations, qui doivent impérativement déboucher sur des traces matérielles accessibles aux services du Gouvernement. » ;

2^o le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante : « L'association doit démontrer par le biais d'un travail de préparation qu'elle est porteuse de la réalisation ou du service que cette réalisation concrétise. » ;

3^o le § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante : « Pour être éligible, une réalisation doit être assortie de diffusions, ou d'animations ou d'une offre d'accompagnement par l'association. » ;

4^o au § 2, in fine, est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Une réalisation peut faire l'objet de collaborations et de coproductions pour autant que l'association qui la valorise démontre qu'elle est porteuse de cette réalisation en termes de préparation et de suivi. ».

Art. 26. La subdivision « Sous-section 2 : condition de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes » reprise avant l'article 18, du même arrêté, est supprimée.

Art. 27. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 18.** Pour bénéficier d'une reconnaissance, l'association doit en outre :

1^o disposer du personnel spécifique présentant le degré de compétence requis pour accomplir les actions visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o ;

2^o définir les objectifs qu'elle poursuit dans son offre de services et/ou de ressources documentaires et/ou d'outils et communiquer ces objectifs et cette offre au public au moyen de son site internet, sans préjudice d'autres moyens de communication ;

3^o assurer une information large et régulière relativement aux services et/ou aux ressources documentaires et/ou aux outils qu'elle offre. ».

Art. 28. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 19.** Les activités visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, ciblent, outre les membres de l'association, des utilisateurs extérieurs à cette dernière, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Pour être pris en considération, les activités visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, se distinguent clairement d'une aide individuelle, morale, sociale, médico-sociale ou psychologique.

La réalisation des services et/ou la mise à disposition de ressources documentaires visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, a un caractère récurrent. ».

Art. 29. La « section 2 : Réalisation d'analyses et d'études – article 3, 3, 2^o, du décret », comprenant les articles 20 à 24, du même arrêté, est remplacée par une section 3 et une section 4 rédigées comme suit :

« Section 3 : Principes spécifiques à la réalisation d'analyses, d'études et de recherches participatives telle que visée à l'article 3, §4, du décret

Sous-section 1^{ère}. Définitions et principes généraux

Art. 20. On entend par :

1^o analyse : document écrit, analytique et critique, pouvant être bref et circonstanciel, éventuellement issu d'un exposé oral ou prenant la forme d'une interview de fond, relatif à une thématique précise, comportant au minimum 8.000 signes, espaces compris ;

2^o étude : document écrit qui constitue le résultat d'investigations, d'une recherche ou d'une réflexion à long terme, sur une thématique précise, comportant au minimum 60.000 signes, espaces compris ;

3^o recherche participative : recherche réalisée par et avec les membres participants de l'action à tous les stades de la recherche, de sa conception à sa mise en débat dans l'espace public.

Art. 21. § 1^{er}. Pour voir ses analyses, études et recherches participatives prises en compte dans le cadre de l'axe 3, l'association doit :

1° sur le plan de l'édition :

- a) déployer une ligne éditoriale active, dont la programmation de la rédaction et de la publication des textes ;
- b) présenter et diffuser les analyses, études et recherches participatives réalisées de manière à en faciliter l'utilisation par le monde associatif et le public visé ;

2° sur le plan du contexte :

- a) définir les raisons du choix de(s) thématique(s) des analyses, études et recherches participatives, et expliquer, si nécessaire, les problématiques identifiées ;
- b) décrire l'ancrage des analyses, études et recherches participatives dans les préoccupations citoyennes des publics de la région bilingue de Bruxelles-capitale et de la région de langue française et dans le champ associatif ;

3° sur le plan du contenu :

- a) réaliser un traitement rigoureux des données, lequel traitement ne fait pas obstacle à la manifestation de la liberté d'opinion ;
- b) développer un point de vue spécifique, analytique et critique sur la thématique traitée ;
- c) contribuer à la formation du jugement critique des lecteurs sur les thématiques traitées ;
- d) concevoir et présenter les analyses et les études de manière à en permettre l'usage autonome par un tiers ;

4° sur le plan des conditions de réalisation : démontrer que les analyses, études et recherches participatives sont réalisées par son personnel, ou par les membres de son conseil d'administration ou de son assemblée générale, ou par des membres militants, adhérents ou bénévoles de l'association. Toutefois, des analyses, études et recherches participatives peuvent être réalisées par des tiers, à condition qu'il s'agisse de contributions originales, s'intégrant à la ligne éditoriale de l'association. Dans ce cas, des traces de la collaboration avec l'auteur doivent être fournies ;

5° sur le plan des conditions d'exploitation, d'animation et de promotion, préciser les moyens d'information, de diffusion et/ou les actions d'animation et/ou de promotion des analyses, études et recherches participatives dans leur ensemble.

Art. 22. Outre les critères définis aux articles 20 et 21, la recherche participative remplit les conditions spécifiques suivantes :

1° être déployée au sein de l'association, chez ses partenaires et dans l'espace public, de la phase initiale à la rédaction finale ;

2° en amont, impliquer collectivement les participants dans le choix de l'objet et dans la formulation de la question de la recherche ;

3° impliquer, également les participants dans la détermination de la méthode et dans la démarche de la recherche ;

4° en aval, présenter et mettre en débat public les résultats de la recherche participative ;

5° se dérouler sur une période d'au moins 6 mois.

Une recherche participative est valorisée l'année de sa publication.

Art. 22/1. L'association assure la publication et la diffusion des analyses, études et des recherches participatives soit sur support papier, soit sous format électronique.

Le titre ainsi que la synthèse du contenu de chaque analyse, étude et recherche participative sont publiés sur internet au cours de l'année de référence. Ces informations sont complétées de toute indication utile sur les modalités d'accès au contenu complet.

Sous-section 2 : Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 23. § 1^{er}. Chaque type d'activités équivaut à un nombre d'unités comme défini au § 2.

Une unité équivaut à 1 point activités visé à l'article 10 du décret.

§ 2. En application du §1^{er}, les activités sont comptabilisées en termes d'unités, comme suit :

1° une analyse : 1 unité ;

2° un service, un outil, un centre de documentation : 3 unités ;

3° une étude : 5 unités ;

4° une recherche participative : 10 unités.

§ 3. Un service ou un outil peut valoir 6 unités s'il témoigne d'une ampleur significative, qui est déterminée en référence à tout ou partie des dimensions suivantes :

1° l'importance des moyens de réalisation ;

2° l'intensité de l'animation et de la diffusion ;

3° la durée au cours de l'année ;

4° l'impact sur les publics.

La possibilité de doubler le nombre d'unités d'un service ou d'un outil est limitée à une réalisation par an.

Avant d'entamer une réalisation visée à l'alinéa 1^{er}, l'association en informe préalablement l'Inspection en motivant sa demande au regard des dimensions définies à l'alinéa 1^{er}.

Section 4 : Conditions de reconnaissance et catégories de forfait correspondantes

Art. 24. Pour être reconnue dans le cadre de l'axe 3, tel que visé à l'article 3, § 4, du décret, l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

1° réaliser et publier au moins un type de réalisations au sens de l'article 15 à concurrence d'au minimum 20 unités par an, sans préjudice de l'article 15, alinéa 2 ;

2° selon leur type, les réalisations répondent aux conditions définies respectivement aux articles 17, 18, 19, 20, 21 et 22.

En application de l'article 10, 4°, a), du décret, le nombre de points activités alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 20.

Art. 24/1. Pour accéder à la catégorie de forfait supérieure à celle prévue à l'article 24 l'association répond au minimum aux conditions suivantes :

1° réaliser et publier au moins un type de réalisations à concurrence d'au minimum 30 unités par an ;

2° selon leur type, les réalisations répondent aux conditions définies respectivement aux articles 17, 18, 19, 20, 21 et 22.

En application de l'article 10, 4°, b), du décret, le nombre de points activités alloués à l'association correspondant à cette catégorie est de 30. ».

Art. 30. L'intitulé du chapitre 5, du même arrêté, est modifié comme suit :

« Chapitre 5 – Conditions de reconnaissance dans l'axe 4, visé à l'article 3, § 5, du décret et catégorie de forfait correspondante ».

Art. 31. A l'article 25, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° après le point 1°, est ajouté un point 1°/1 rédigé comme suit : « 1°/1 s'inscrire dans la perspective de l'article 1^{er} du décret ; » ;

2° le point 8° est remplacé par la disposition suivante : « 8° adresser une communication aux opérateurs culturels ainsi qu'aux autorités et mandataires politiques concernés. ».

Art. 32. A l'article 26, § 2, du même arrêté, le 1^{er} alinéa est remplacé par la disposition suivante : « En plus des campagnes, des interventions publiques ponctuelles sur des thématiques précises en lien avec les enjeux portés par l'association sont réalisées. ».

Art. 33. A l'article 27, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, dans le liminaire, les termes « tel que visé à l'article 3, 4, du décret » sont remplacés par « tel que visé à l'article 3, §5, du décret » ;

2° au § 1^{er}, le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « 2° réaliser au moins 20 interventions publiques ponctuelles sur d'autres thématiques que celle(s) de la (les) campagne(s) ;

3° au § 2, dans le liminaire, les termes « tel que visé à l'article 3, 4, du décret » sont remplacés par « tel que visé à l'article 3, §5, du décret ».

Art. 34. Après l'article 27, du même arrêté, il est inséré un chapitre 5/1 rédigé comme suit :

« Chapitre 5/1 : transversalités entre les axes

Art. 27/1. § 1^{er}. Conformément à l'article 4 du décret, une association reconnue dans un ou deux axes peut valoriser des activités relevant d'un autre axe défini par le décret.

Toutefois, en application de l'article 4, § 2, alinéa 2, 1°, du décret pour l'axe 1, les associations classées dans la catégorie de forfait 4 dont l'impact territorial est la commune, le village ou le quartier, ne peuvent valoriser des activités relevant d'un autre axe.

§2. Au cours d'une période triennale/quinquennale, le nombre de réalisations et/ou d'heures visées au §1^{er} peut varier pour autant que les variations s'inscrivent en cohérence avec le projet de l'association et de ses rapports aux publics.

L'association reconnue n'est pas dans l'obligation de maintenir une ouverture vers l'autre axe pendant toute la période quinquennale/triennale.

Art. 27/2. En application de l'article 4, §2, 3°, du décret, les matrices suivantes identifient différentes combinaisons possibles entre les différents axes et selon les différentes catégories de forfaits :

1° ouverture de l'axe 1 vers l'axe 2 ou l'axe 3 :

Axe 1 : forfaits/nombre de points/ heures d'activités			Equivalence maximum 20 % du forfait axe 1	
forfaits	Nombre de points/ nombre d'heures	80 % des heures d'activité en axe 1	dans l'axe 2/ heures de formation	dans l'axe 3/ réalisations
article 5, § 1	10 points/ 200 h	160	60	2 unités
article 5, § 2	15 points/260 h	208	90	3 unités
article 5, § 3	20 points/290 h	232	120	4 unités
Article 5, § 4	25 points/320 h	256	150	5 unités
Article 6, § 1	25 points/320 h	256	150	5 unités
article 6, § 2	35 points/450 h	360	210	7 unités
article 6, § 3	60 points/900 h	720	360	12 unités

2° ouverture de l'axe 2 vers l'axe 1 ou l'axe 3 :

axe 2 : forfaits/nombre de points/nombre d'heures de formation			Equivalence maximum 20 % des heures/formation	
Forfaits	points	80 % des heures/formation en axe 2	dans l'axe 1/ heures d'activités	dans l'axe 3/ réalisations
article 13, §1	15 points/500H	400	60	3 unités
article 13, §2	30 points/900 h	720	120	6 unités
article 13, §3	45 points/1200 h	960	180	9. unités

3° ouverture de l'axe 3 vers l'axe 1 ou 2 :

axe 3 : forfaits/nombre de points/unités de réalisations			Equivalence maximum 20 % des unités de réalisations	
Forfaits	Nombre de points	80 % unités de réalisations	dans l'axe 1/ heures d'activités	dans l'axe 2/ heures de formation
article 24	20 points/20 unités de réalisation	16	80	120
article 24/1	30 points/30 unités de réalisation	24	120	180

».

Art. 35. Immédiatement sous le « Chapitre 7- Procédure et conditions formelles de reconnaissance », du même arrêté, sont insérées les dispositions suivantes :

« Section 1^{ère}. — Demande de principe

Art. 28/1. Pour demander sa reconnaissance dans un ou plusieurs axes tels que définis à l'article 3 du décret, l'association introduit auprès de l'Administration, au plus tard le 31 janvier, une demande de principe comprenant :

- 1° les coordonnées générales de l'association y compris l'adresse du site internet et une adresse de courriel ;
- 2° les statuts, sous la forme de leur publication au *Moniteur belge* ;
- 3° le numéro d'entreprise ;

4° la présentation d'un argumentaire établi sur base du modèle fourni par l'Administration et expliquant en quoi elle répond aux prescrits de l'article 1^{er} du décret ; pour ce faire, l'association se référera notamment au document annexé au présent arrêté ;

5° une présentation succincte des activités réalisées lors du dernier exercice civil, à mettre en lien le(s) axe(s) du décret ;

6° les compte de résultats et bilan financier approuvés par l'assemblée générale de l'exercice qui précède l'introduction de la demande.

Art. 28/2. Une association qui fédère une ou plusieurs associations dans le cadre d'une fédération ou d'un réseau, dépose une demande de principe couvrant cette fédération ou ce réseau.

L'association qui introduit sa demande de reconnaissance comme mouvement en vertu de l'article 5 du décret constitue un dossier unique couvrant les associations dépendantes fédérées.

Art. 28/3. L'association introduit sa demande de principe auprès de l'Administration selon le modèle fixé par l'administration, après avis du Conseil.

Art. 28/4. § 1^{er}. Si le dossier de demande est incomplet, l'Administration adresse par courrier une demande de compléments d'information dans les 15 jours à dater de la réception du dossier.

L'association dispose d'un délai de sept jours pour fournir les compléments d'information demandés.

L'Administration statue définitivement sur la recevabilité du dossier dans les sept jours à dater de la réception des compléments sollicités ou à dater de l'écoulement du délai prévu à l'alinéa 2.

En l'absence de réponse de l'association dans les délais ou si la réponse est incomplète ou inadéquate, la demande est déclarée irrecevable. La décision d'irrecevabilité est notifiée à l'association par courrier recommandé.

Chaque année, l'administration communique, pour information, au Conseil la liste des demandes de principe irrecevables en précisant le motif d'irrecevabilité.

§ 2. L'Administration transmet la demande recevable à l'Inspection et au Conseil.

§ 3. L'Inspection examine la demande de principe et formule un avis. L'Inspection sollicite, le cas échéant, l'appui de l'Administration. L'administration peut également rédiger d'initiative une note complémentaire à l'avis de l'Inspection.

L'Administration transmet l'avis de l'Inspection et le cas échéant, sa note complémentaire, au Conseil, au plus tard le 30 avril.

§ 4. Dès réception de ces avis ou à dater de l'échéance définie au §3, le Conseil dispose de soixante jours pour formuler son avis. Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai de soixante jours, la procédure se poursuit valablement sans ledit avis. Ce délai est suspendu entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

§ 5. Dans les dix jours de la réception de l'avis du Conseil ou, en l'absence d'avis dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai prévu au §4, l'Administration transmet au Ministre une proposition motivée accompagnée des avis de l'Inspection et du Conseil ainsi que le cas échéant, de sa note complémentaire.

§ 6. Après réception de la proposition, des avis et le cas échéant de la note complémentaire, le Ministre prend sa décision au plus tard le 1^{er} septembre de l'exercice civil en cours.

Dans les dix jours de la réception de la décision du Ministre, l'Administration notifie la décision à l'association. Elle précise les formes et délai du recours. Les avis de l'Inspection et du Conseil ainsi que l'éventuelle note complémentaire de l'Administration sont joints à la notification. ».

Art. 36. La « Section 1^{ère} – Condition formelles de reconnaissance », du même arrêté, est remplacée par une disposition formulée comme suit « Section 2 : Conditions formelles de la demande de reconnaissance ».

Art. 37. A l'article 29, § 1^{er}, du même arrêté, le premier tiret du point h est remplacé par la disposition suivante : « les objectifs que l'association se fixe pour la période triennale ou quinquennale ».

Art. 38. La « Section 2 – Procédure de reconnaissance », du même arrêté, est remplacée par ce qui suit « Section 3 : Procédure de reconnaissance ».

Art. 39. L'article 32, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 32.** L'association introduit sa demande de reconnaissance auprès de l'Administration au plus tard le 31 janvier de l'année civile en cours, selon le modèle fixé par l'Administration et après avis du Conseil. ».

Art. 40. L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 33.** § 1^{er}. Dans les quinze jours à dater de la réception du dossier de demande de reconnaissance, l'Administration en accuse réception et sollicite un complément d'informations si le dossier est incomplet.

L'association dispose d'un délai de sept jours pour fournir les compléments d'information demandés.

L'Administration statue définitivement sur la recevabilité de la demande de reconnaissance dans les sept jours à dater de la réception des compléments sollicités ou à dater de l'écoulement du délai visé à l'alinéa 2.

En l'absence de réponse par l'association dans les délais ou si la réponse est incomplète ou inadéquate, la demande de reconnaissance est déclarée irrecevable. La décision d'irrecevabilité est notifiée à l'association par courrier recommandé.

Chaque année, l'administration communique, pour information, au Conseil la liste des demandes de reconnaissance irrecevables en précisant le motif d'irrecevabilité.

§ 2. Pendant la durée de la procédure de reconnaissance, l'association informe l'Administration de tout changement relatif aux informations contenues dans son dossier.

§ 3. L'Administration transmet les dossiers recevables à l'Inspection et au Conseil. ».

Art. 41. L'article 34, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 34.** § 1^{er}. L'Administration examine la demande de reconnaissance et formule un avis. Elle sollicite, le cas échéant, l'appui de l'Inspection. L'Inspection peut d'initiative formuler un avis complémentaire.

§ 2. L'Administration communique son avis, et le cas échéant l'avis complémentaire de l'Inspection, au Conseil au plus tard le 31 mai de l'exercice où le dossier a été jugé recevable.

Dès réception de ces avis, le Conseil dispose de soixante jours pour formuler son avis. Ce délai est suspendu entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai de soixante jours, la procédure se poursuit valablement sans ledit avis.

§ 3. Dans les dix jours de la réception de l'avis du Conseil ou, de l'écoulement du délai prévu au § 2, alinéa 2, l'Administration transmet au Ministre une proposition de décision motivée accompagnée de son avis, de l'avis du Conseil s'il a été donné dans le délai prévu au §2, alinéa 2, ainsi que le cas échéant, de l'avis complémentaire de l'Inspection.

§ 4. Après réception de la proposition visée au §3, le Ministre prend sa décision dans un délai de trente jours.

Dans les dix jours de la réception de la décision du Ministre, l'Administration notifie la décision à l'association. Elle précise les formes et délai du recours. Les avis de l'Administration, du Conseil et l'éventuel avis complémentaire de l'Inspection sont joints à la notification.

La reconnaissance à durée déterminée prend effet au 1^{er} janvier qui suit l'exercice au cours duquel la demande a été introduite. ».

Art. 42. L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 35.** Les services du Gouvernement et le Conseil sont habilités à proposer au Ministre une reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association s'il s'avère qu'elle ne respecte pas les critères tels que définis aux articles 2 à 27.

Ils peuvent aussi proposer une réduction du nombre d'axes. ».

Art. 43. L'article 36 du même arrêté est supprimé.

Art. 44. L'article 37 du même arrêté est supprimé.

Art. 45. L'article 38 du même arrêté est supprimé.

Art. 46. A l'article 40 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'association organise sa comptabilité en partie double selon le plan comptable normalisé des opérateurs culturels subventionnés transmis par l'administration. Si l'association est soumise à des obligations différentes par d'autres pouvoirs publics qui rendraient impossible l'emploi de ce plan, elle peut bénéficier d'une dérogation conformément à l'article 42. ».

Art. 47. A l'article 41, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté, au point c, les termes « le rapport des commissaires aux comptes » sont remplacés par « le rapport des vérificateurs aux comptes ; ».

Art. 48. L'article 45 du même arrêté est supprimé.

Art. 49. A l'article 46 du même arrêté, les termes « tel que visé à l'article 3, 3., du décret » sont remplacés par les termes « tel que visé, à l'article 3, §4, du décret ».

Art. 50. A l'article 47 du même arrêté, les termes « tel que visé à l'article 4, 4., du décret » sont remplacés par les termes « tel que visé à l'article 3, § 5, du décret ».

Art. 51. A l'article 47 du même arrêté est insérée la disposition suivante :

« Le nombre de points visé à l'article 9, alinéa 3, du décret, permet la concrétisation des missions visées à l'article 5/1, 4^o et 5^o, du décret. Il est déterminé par analogie au cumul des forfaits de l'axe 1, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, et de l'axe 2, tel que visé à l'article 13, § 1^{er}. Toutefois, il ne contraint pas les fédérations représentatives à réaliser leurs missions selon les exigences spécifiques à ces axes. ».

Art. 52. Après l'article 48 du même arrêté est inséré un chapitre 8/1 formulé comme suit :

« Chapitre 8/1 : Fusion entre associations ou modification de l'objet social

Art. 48/1. Dans l'hypothèse où une association non reconnue est absorbée par une association reconnue en vertu du décret, cette dernière en informe l'administration et lui communique les statuts de l'association résultant de la fusion, le plan d'action adapté ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire.

La fusion visée à l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet sur la reconnaissance de l'association et le subventionnement de l'association reconnue durant la période triennale ou quinquennale en cours lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1^o l'objet social de l'association reconnue n'est pas modifié ;

2^o l'association émanant de la fusion s'inscrit dans les finalités visées à l'article 1^{er} du décret.

Art. 48/2. Lorsque deux associations reconnues fusionnent, l'association résultant de la fusion en informe l'Administration et lui communique les statuts de l'association résultant de la fusion, le plan d'action adapté ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire.

Après avis de l'Inspection, l'Administration transmet au Ministre une proposition de décision modifiant la décision de reconnaissance triennale/quinquennale ou de renouvellement de la période quinquennale pour ce qui concerne les axes et forfaits de manière à prendre en compte, en tout ou en partie, les activités antérieurement valorisées par l'association fusionnée conformément à l'alinéa 3.

Le montant global de la subvention pour le(s) nouveau(x) forfait(s) de reconnaissance ne peut être supérieur au cumul des montants des forfaits dont bénéficiaient respectivement les associations dans le cadre de la période triennale ou quinquennale en cours avant leur fusion.

Art. 48/3. Lorsque l'association reconnue modifie son objet social, elle en informe l'administration et lui communique les statuts modifiés, ainsi que le cas échéant, son plan d'actions adapté.

La modification visée à l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet sur la reconnaissance de l'association et son subventionnement durant la période triennale ou quinquennale en cours lorsque les services du Gouvernement constatent que l'objet social de l'association reconnue s'inscrit dans les finalités visées à l'article 1^{er} du décret.

Si l'objet social ne s'inscrit plus dans les finalités visées à l'article 1^{er} du décret, les articles 23, §2, et 25 du décret s'appliquent. ».

Art. 53. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 9 est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 9. – Contrôle et évaluation ».

Art. 54. L'article 49 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 49.** En application de l'article 18, du décret, l'association reconnue à durée indéterminée ou à durée déterminée transmet à l'administration, au plus tard le 30 juin le rapport annuel et le bilan comptable établis selon les modèles transmis par l'administration, sans préjudice d'une éventuelle dérogation accordée en application de l'article 42. ».

Art. 55. L'article 50 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 50.** § 1^{er}. En application de l'article 19, § 1^{er}, du décret, l'association reconnue à durée indéterminée transmet à l'Administration au plus tard le 30 juin de la quatrième année de la période quinquennale, outre le rapport annuel et le rapport moral approuvé par l'assemblée générale, un rapport général d'évaluation. Ce rapport général comprend notamment le résultat de l'auto-évaluation telle que définie par l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la synthèse des rapports annuels des 5 dernières années civiles précédant le dépôt du rapport général d'évaluation permettant de vérifier que les critères quantitatifs et qualitatifs relatifs aux axes et forfaits sont remplis sur une période de 5 ans ainsi que l'éventuelle demande de changement d'axe ou de forfait. Si elle demande sa reconnaissance dans un nouvel axe, l'association justifie sa demande et précise les activités éligibles, le cas échéant, dans l'un ou dans les deux axes concerné(s) durant la troisième année du quinquennat. L'association transmet également un nouveau plan d'action pluriannuel.

En application de l'article 19, § 2, du décret, l'association reconnue à durée déterminée transmet à l'Administration au plus tard le 30 juin de la troisième année du plan d'action triennal, outre le rapport annuel et le rapport moral approuvé par l'assemblée générale, un rapport général d'évaluation. Ce rapport général comprend notamment le résultat de l'auto-évaluation telle que définie à l'article 19, §1, alinéa 2, du décret et la synthèse des rapports annuels des deux premières années du triennat à laquelle est intégrée les données quantitatives et qualitatives relatives à l'année civile précédant le début du triennat. Il permet de vérifier que les critères quantitatifs et qualitatifs relatifs aux axes et forfaits sont remplis sur une période de trois ans. Elle transmet également un nouveau plan d'action pluriannuel ainsi que l'éventuelle demande de changement d'axe ou de forfait. Si elle demande sa reconnaissance dans un nouvel axe, l'association justifie sa demande et précise les activités éligibles, le cas échéant, dans l'un ou dans les deux axes concerné(s) durant la deuxième année du triennat.

Le rapport général d'évaluation visé aux alinéas 1^{er} et 2 est établi selon le modèle proposé par les Services du Gouvernement, après avis du Conseil et approuvé par le Ministre.

L'article 1^{er} du décret constitue une des références nécessaires à l'auto-évaluation des associations dans l'élaboration de leur rapport général d'évaluation. Il est également une des références nécessaires des Services du Gouvernement et du Conseil dans l'accomplissement de leurs missions d'évaluation et d'avis.

§2. Une association ou un mouvement qui envisage de demander une modification d'un axe de sa reconnaissance au profit d'un autre, engage une concertation avec les Services du Gouvernement au plus tard le 30 janvier de la troisième année de la période quinquennale ou de la deuxième année de la période triennale.

La concertation visée à l'alinéa 1^{er} vise à :

- 1° déterminer les modalités de justification des critères liés à l'axe de reconnaissance et au nouvel axe que l'association demandera lors de l'évaluation triennale ou quinquennale ;
- 2° préparer progressivement et anticiper le respect des conditions de reconnaissance dans l'axe postulé par l'association.

Pendant et après la concertation, les conditions relatives aux montants des forfaits sont maintenues, aucune subvention supplémentaire est accordée en cours de quinquennat ou triennat. ».

Art. 56. Un article 50/1, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« **Art. 50/1.** § 1^{er}. L'Administration transmet à l'Inspection le rapport général d'évaluation visé à l'article 50.

L'Inspection sollicite, le cas échéant, l'appui de l'Administration. L'administration peut également rédiger d'initiative une note complémentaire à l'avis de l'Inspection.

§ 2. Dans le cas où l'avis de l'Inspection et le cas échéant, la note complémentaire de l'Administration sont négatifs, le Conseil reçoit copie du rapport annuel ou du rapport général d'évaluation, de l'avis de l'Inspection et le cas échéant, de la note complémentaire de l'Administration, ainsi que les éventuels compléments d'information de l'association.

Le Conseil dispose d'un délai de 60 jours pour formuler son avis motivé.

Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai fixé à l'alinéa 2, la procédure se poursuit valablement sans ledit avis.

Dans les 10 jours de la réception de l'avis du Conseil ou, en l'absence d'avis, dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai visé à l'alinéa 2, l'Administration transmet au Ministre une proposition motivée accompagnée de l'évaluation de l'Inspection, de l'éventuelle note complémentaire de l'Administration et de l'avis du Conseil.

§3. A dater de la réception des évaluations et avis visés au §2, le Ministre dispose de deux mois pour prendre une décision de renouveler la période quinquennale, de la renouveler sous réserve du respect de certaines conditions, de procéder à un changement de catégorie de forfait et/ou d'axe ou au retrait de la reconnaissance.

La décision intervient au plus tard avant la fin de la période triennale ou quinquennale en cours. ».

Art. 57. Un article 50/2, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« **Art. 50/2.** Les Services du Gouvernement organisent une concertation sectorielle avec le Conseil et la (ou les) Fédération(s) représentative(s), avec un minimum de deux réunions par an, dont ils assurent le secrétariat.

Elle a pour objet l'échange d'informations sur la mise en œuvre du décret et le suivi général de son application ainsi que l'organisation des journées de l'éducation permanente; à l'exclusion des situations spécifiques ou des dossiers particuliers.

Les Services du Gouvernement, le Conseil et/ou la (les) Fédération(s) représentative(s) peuvent, de manière argumentée, solliciter l'organisation de réunions supplémentaires au nombre minimal fixé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 58. A l'article 51 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, après le point 1°, est inséré un point 1°/1 rédigé comme suit : « 1°/1 refus d'une demande de principe » ;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° refus de changement de catégorie de forfait et/ou d'axe en vertu de l'article 26, § 2, du décret ; » ;

3° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° changement de catégorie et/ou de forfait d'office en vertu de l'article 26, § 1^{er}, du décret ; » ;

4° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, au 5°, les termes « conformément à l'article 24 du décret » sont remplacés par les termes « conformément à l'article 23, §2 et 3 du décret » ;

5° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A dater de la réception du recours, l'Inspection dispose de 30 jours pour formuler son avis. L'Inspection désigne pour ce faire un inspecteur qui n'a pas instruit le dossier en première instance.

A l'issue de ce délai, l'Administration transmet le recours au Conseil, ainsi que l'avis de l'Inspection.

Dès réception de ceux-ci, le Conseil désigne deux de ses membres chargés de l'examiner. Ceux-ci ne peuvent pas avoir traité le dossier de reconnaissance antérieurement. » ;

6° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Dès désignation des membres chargés d'examiner le recours, le Conseil dispose d'un délai de soixante jours pour remettre un nouvel avis au Ministre.

Ce délai est suspendu entre le premier juillet et le 31 août de chaque année.

Dans les 10 jours de la réception de l'avis du Conseil, ou de l'échéance dont celui-ci dispose pour formuler un avis en application des alinéas 1^{er} et 2, l'Administration transmet au Ministre l'avis de de l'Inspection et du Conseil.

Le Ministre dispose de trente jours à dater de la réception des avis pour prendre sa décision.

Dans les 10 jours de la réception de la décision du Ministre, l'Administration notifie la décision à l'association. » ;

7° est inséré in fine un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. En cas de recours relatif à un refus de reconnaissance, si le Ministre décide d'infirmer la décision et de reconnaître l'association, cette reconnaissance prend effet au 1^{er} janvier de l'exercice durant lequel la décision du Ministre est prise. » .

Art. 59. Dans le même arrêté est inséré un chapitre 10/1 rédigé comme suit :

« Chapitre 10/1 : Procédure de dialogue entre les associations, les Services du Gouvernement et le Conseil

Art. 51/1. Conformément à l'article 26/1 du décret, une association peut initier une procédure de dialogue avec les Services du Gouvernement et le Conseil.

La procédure porte sur les quatre principes suivants : la liberté d'association et d'organisation, la liberté d'expression, la légalité, l'égalité de traitement et la non-discrimination.

A cet effet, l'association dépose un dossier argumenté à l'Administration.

Dans les deux mois de la réception de la demande, le dossier argumenté est examiné dans le cadre d'une réunion de négociation, au sein d'un groupe de travail composé comme suit :

1° un représentant de l'Administration ;

2° un représentant de l'Inspection ;

3° un membre du Conseil ;

4° deux représentants de l'association.

Les conclusions du dialogue font l'objet d'un procès-verbal établi par l'Administration transmis aux participants listés à l'alinéa 4 dans les 30 jours de la tenue de la réunion. ».

Art. 60. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 10/2, rédigé comme suit :

« Chapitre 10/2 : Pérennité de l'association

Art. 51/2. § 1^{er}. Le Service de l'Inspection est chargé de l'accompagnement prévu à l'article 23 du décret. Il peut agir d'initiative ou être sollicité à l'initiative de l'association.

Cette mission d'accompagnement s'exerce dans le cadre du principe de confiance et dans le respect des quatre principes définis à l'article 51/1.

§ 2. En vue d'exercer ses missions, l'Inspection étudie tout type de document utile à cet effet et sollicite les pièces utiles auprès de l'Administration ou de l'association, conformément aux articles 3 et 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2017 relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, pris en exécution de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3. Le Service de l'Inspection communique à l'association son analyse des comptes et bilan et son appréciation de la situation financière et des risques éventuels encourus quant à la pérennité de l'association. Le Service de l'Inspection entre en concertation avec l'association à ce sujet.

Si, suite à cette concertation, le Service de l'Inspection considère que des risques subsistent, il propose un accompagnement de l'association.

L'accompagnement de l'Inspection vise à inviter l'association à définir, dans les 60 jours, les conditions susceptibles de pallier, le cas échéant, aux risques identifiés. L'Inspection valide ces conditions (plan d'assainissement, plan d'apurement des dettes ou autres mesures).

§ 4. Si aucun accord ne se dégage entre l'association et l'Inspection pour réduire significativement les risques identifiés, une procédure de suspension de l'octroi des subventions peut être engagée, jusqu'au retour à une situation jugée sans risque par le Service de l'Inspection.

§ 5. En cas de défaut grave et durable de l'association, une procédure de retrait de reconnaissance peut être engagée conformément à l'article 25 du décret et sans préjudice de l'article 23, § 2, du décret.

§ 6. A l'échéance de la période triennale ou quinquennale, une gestion associative apte à garantir la pérennité de l'asbl et de ses actions et/ou le respect des §§ 1^{er} à 5, est une condition de renouvellement d'une nouvelle période.

§ 7. Le Service de l'Inspection informe systématiquement le Service de l'Education permanente des propositions d'accompagnement et de leur évolution. ».

Art. 61. Les mouvements dont le contrat-programme prend fin le 31 décembre 2018 et qui sont susceptibles de remplir les conditions du nouveau forfait de l'article 9, § 4, bénéficient d'un avenant d'un an, pour l'année 2019.

Les mouvements visés à l'alinéa 1^{er} peuvent introduire une demande de changement de forfait en vue de l'octroi du renouvellement d'une période quinquennale 2020-2024, selon les modalités et délais du présent arrêté.

Art. 62. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à l'exception des articles 35 à 43, 54 et 55 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 63. Le Ministre ayant l'Education permanente dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41385]

2 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ondersteuning van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven, gewijzigd bij de decreten van 17 december 2003, 1 juli 2005, 20 juli 2006, 7 december 2007, 24 oktober 2008, 19 oktober 2007, 31 mei 2012, 17 december 2014, 19 juli 2017 en 14 november 2018;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ondersteuning van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

Gelet op de "gendertest", op 12 december 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 januari 2019;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 23 januari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de afwezigheid van communicatie van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor permanente opvoeding, gegeven op 20 februari 2019;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de permanente opvoeding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2014 betreffende de ondersteuning van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt door het volgende opschrift vervangen:

"Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven".

Art. 2. Bij de punten 1° en 8° van artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "decreet van 17 juli 2003 betreffende de ondersteuning van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding" vervangen door de woorden "decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven".

Art. 3. Het opschrift titel van hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd: "

"HOOFDSTUK 2. - Voorwaarden voor erkenning in het kader van as 1, als bedoeld in artikel 3, lid 2, van het decreet, en overeenkomstige forfaitaire categorieën".

Art. 4. In artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door de woorden "in artikel 3, § 2, van het decreet".

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, eerste lid, eerste lid, worden de woorden "in artikel 3, 1, tweede lid, van het decreet" vervangen door de woorden "in artikel 3, § 2, tweede lid, van het decreet";

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden "bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet" vervangen door "bedoeld in artikel 19 van het decreet";

3° In § 3 worden de leden 1, 2 en 3 van dit artikel vervangen door de volgende bepalingen:

"De vereniging moet minstens 60% van de uren van de activiteiten buiten de uren uitvoeren, samen met andere verenigingen voor permanente educatie.

Wanneer een vereniging samenwerkt met een of meer onder as 1 erkende verenigingen, worden deze activiteiten beheerd door middel van een overeenkomst waarin minstens de verdeling van de activiteitenuren tussen de partnerverenigingen, de beschrijving van de respectieve rollen en het betrokken doelpubliek worden vastgelegd.

Indien een vereniging een activiteit uitvoert in samenwerking met andere partners, worden de uren van de activiteit in hun geheel geteld, op voorwaarde dat de vereniging duidelijk wordt geïdentificeerd als mede-initiatiefnemer en projectleider.

De gezamenlijk geregistreerde activiteitenuren kunnen door slechts drie partners op maximaal 100% worden gewaardeerd, d.w.z. maximaal 300% in totaal. ».

Art. 6. Aan artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling:

"Om erkend te worden krachtens artikel 4 van het decreet, in het kader van as 1, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet, voldoet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden:

1° een territoriale impact hebben die overeenkomt met minstens één gemeente, dorp of buurt;

2° minstens één thema ontwikkelen voor actie op dit territoriale niveau;

3° dit of deze thematische(e) actie(s) te concretiseren door middel van regelmatige en wezenlijke activiteiten die minstens 60 uur per jaar bedragen en waarvoor regelmatig informatie en raadpleging van de deelnemers en de leden van de vereniging plaatsvindt. »;

2° in § 2 wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling: "1° een territoriale impact hebben die overeenstemt met minstens één gemeente, dorp of buurt;"

3° in § 3 wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling: "1° hebben een territoriale impact die overeenstemt met minstens één gemeente, dorp of buurt;"

Art. 7. Artikel 5 van hetzelfde decreet bevat de volgende wijzigingen:

1° in § 1 worden de woorden "zoals bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door de woorden "zoals bedoeld in artikel 3, §2, van het decreet";

2° punt 1° wordt vervangen door de volgende bepaling:

"1° minstens een territoriale impact hebben overeenkomend met:

a. of een zone met een bevolking van 50.000 inwoners;

b. of het grondgebied van minstens zes gemeenten;"

3° in §2 wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling:

"1° minstens een territoriale impact hebben overeenkomend met:

a. of een zone met een bevolking van 50.000 inwoners;

b. of het grondgebied van minstens zes gemeenten;"

4° in § 3 wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling:

"1° een territoriale impact hebben die overeenkomt met minstens één zone met minstens 50.000 inwoners;"

5° in § 4 wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling:

"een territoriale impact hebben die minstens overeenkomt met die van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad of een Waalse provincie;"

Art. 8. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door "bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet,"

Art. 9. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door "bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet".

Art. 10. In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door "bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet".

Art. 11. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 1, van het decreet" vervangen door "bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet";

2° aan het eind wordt een paragraaf 4 toegevoegd die als volgt luidt:

"§ 4. § Om toegang te krijgen tot de forfaitaire categorie die hoger is dan die bedoeld in paragraaf 3, moet een vereniging die negen of meer gewestelijke verenigingen verenigt die gevestigd zijn in minstens vier verschillende provincies en op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, minstens aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° voor de algemene vereniging en de gewestelijke verenigingen:

a. minstens vier actiethema's ontwikkelen;

b. deze actiethema's concretiseren door middel van regelmatige en wezenlijke activiteiten die minstens 400 uur per jaar in beslag nemen;

c. minstens vier activiteiten per jaar uitvoeren die een impact hebben op het hele grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die gericht zijn op een breed publiek, buiten de leden van de beweging, en die het mogelijk maken om bekendheid te geven aan de activiteiten van de beweging en om potentiële deelnemers te sensibiliseren;

d. een verbindingssperiode ter bestemming van de leden van de beweging organiseren, die minstens eenmaal per kwartaal wordt verspreid en gericht is aan alle verenigingen die krachtens het decreet zijn erkend;

e. een website hebben waarop online het activiteitenprogramma wordt gepresenteerd;

f. de coördinatie van de activiteiten van de gewesten verzekeren;

g. deelnemen aan gezamenlijke projecten met andere al dan niet in het kader van het decreet erkende verenigingen, op basis van samenwerking, partnerschap of netwerk;

2° voor alle gewestelijke verenigingen:

a. lokale nabijheidsactiviteiten verwezenlijken van minstens 4.800 uur per jaar, waarvan, bij uitzondering op artikel 2, 60% minimum de verwezenlijking van de thematische acties bedoeld bij punt 1°, a, mogelijk maakt;

b. minstens 24 jaarlijkse activiteiten verwezenlijken die gericht zijn op een breed publiek en die het mogelijk maken de activiteiten van de beweging bekend te maken en potentiële nieuwe deelnemers bewust te maken;

3° voor elk gewest:

a. lokale nabijheidsactiviteiten verwezenlijken van minstens 200 uur per jaar; deze uren worden opgenomen in de berekening van het aantal uren lokale nabijheidsactiviteiten bedoeld bij punt 2°, a;

b. minstens één jaarlijkse activiteit uit te voeren die gericht is op een breed publiek en die het mogelijk maakt om de activiteiten van de beweging bekend te maken en potentiële nieuwe deelnemers bewust te maken; deze activiteit wordt opgenomen in de berekening van het aantal activiteiten bedoeld in punt 2°, b;

c. een territoriale impact hebben die overeenkomt met minstens één zone met 100.000 inwoners;

d. aan de Administratie documenten toezenden waaruit blijkt dat zij institutionele of contractuele banden heeft met het algemene publiek.

Met toepassing van artikel 10, 2°, 3°, 3), c), van het decreet bedraagt het aantal activiteitenpunten dat aan de vereniging die met deze categorie overeenstemt, wordt toegekend, 295. De vereniging heeft een aantal punten van activiteit die in het kader van artikel 10, 2°, 3), 3), c), van het decreet worden toegekend.

Om de in lid 1 bedoelde forfaitaire categorie aan te vragen, moet de vereniging eerst voor alle vier assen van het decreet worden erkend. ».

Art. 12. In het opschrift van hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 2., van het Decreet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet".

Art. 13. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 10. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van dit hoofdstuk, moeten de opleidingen aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° in overeenstemming zijn met artikel 1 van het decreet;

2° zich richten tot animatoren, opleiders, verenigingsleiders en verenigingsactoren of actoren uit de publieke of private non-profit sector, of ze nu betrokken zijn bij of op zoek zijn naar engagement, vrijwilligers of werknemers, en de deelnemers in staat stellen om vaardigheden te verwerven op het gebied van animatie, analyse, pedagogie, methodologie, verenigingsbeheer, communicatie of beheersing van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, op voorwaarde dat deze laatste beheersing gepaard gaat met een kritische bedenking over de rol en de plaats van de nieuwe technologieën in de samenleving, en dat ze zichzelf opleiden in culturele kwesties en kritisch burgerschap;

3° zich onderscheiden door hun inhoud, de methodologie die wordt gebruikt om ze uit te voeren en, indien van toepassing, de doelgroepen, door programma's voor school, buitenschoolse, universitaire, academische en beroepsopleidingsprogramma's, alsook door sociale promotie en socioprofessionele integratietraining.

In afwijking van het eerste lid, 2°, kunnen de opleidingen over culturele aangelegenheden en kritisch burgerschap gericht zijn op andere dan de hierboven vermelde doelgroepen of, integendeel, op een breed publiek, voor zover aan de in het eerste en het derde lid vermelde voorwaarden is voldaan. ».

Art. 14. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1° worden de woorden "en artikel 3, 2, van het decreet" vervangen door "en artikel 3, § 3, van het decreet";

2° punt 4° wordt in fine aangevuld met de woorden "en permanente opvoeding";.

Art. 15. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, lid 4, lid 4, worden de woorden "/deelnemers" geschrapt;

2° in § 1, lid 5, wordt lid 5 geschrapt;

3° in § 1, wordt het zesde lid vervangen door de volgende bepaling: "Voor de berekening van de uren wordt rekening gehouden met de deelnemers die aanwezig zijn als animator, opleider, verenigingsleider en verenigingsactor, ongeacht de sector waarin zij werkzaam zijn, en met de deelnemers aan de in artikel 10, tweede lid, bedoelde opleidingen over culturele kwesties en kritisch burgerschap. »;

4° lid 7 wordt vervangen door een lid luidend als volgt: "Het aantal opleidingsuren wordt vermenigvuldigd met 2 wanneer het aantal deelnemers aan een opleidingsgroep meer dan 16 bedraagt.

5° in § 2 worden de leden 2 en 3 van dit artikel vervangen door de volgende leden:

"De vereniging moet minstens 60% verwezenlijken van de opleidingsuren buiten de uren in samenwerking met andere verenigingen van permanente educatie.

Indien een vereniging in samenwerking met andere partners een training organiseert, worden deze activiteiten in hun geheel in rekening gebracht voor zover de vereniging duidelijk wordt geïdentificeerd als mede-initiatiefnemer en projectleider.

Wanneer een vereniging samenwerkt met een of meer in as 2 erkende operatoren, worden deze opleidingsuren a priori en/of a posteriori beheerd via overeenkomsten tussen de betrokken verenigingen. In deze overeenkomst worden minstens de verdeling van de werktijden tussen de partners, de beschrijving van hun respectieve rollen en het doelpubliek vastgelegd. ».

Art. 16. Aan artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 3, 2, van het decreet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 3, §3, van het decreet";

2° in § 1, lid 1, lid 1, wordt punt 2° vervangen door de volgende bepaling: "dit programma te concretiseren door opleidingen met een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 500 uur";

3° in § 2, lid 1, wordt punt 2° vervangen door de volgende bepaling: "dit programma te concretiseren door opleidingen met een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 900 uur";

4° in § 3, lid 1, wordt punt 2° vervangen door de volgende bepaling: "dit programma te concretiseren door opleidingen met een gemiddelde jaarlijkse duur van minstens 1.200 uur";

5° In § 3, wordt lid 2 vervangen door de volgende bepaling: "De in punt 3 bedoelde langetermijnopleiding telt mee voor het in punt 2 van dit lid vereiste aantal uren".

Art. 17. Het opschrift van hoofdstuk 4 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd: "Voorwaarden voor de erkenning volgens as 3, bedoeld in artikel 3, § 4 van het decreet en de overeenkomstige forfaitaire categorieën".

Art. 18. Vóór artikel 14 van hetzelfde besluit wordt een eerste deel ingevoegd met als opschrift "Afdeling 1: Algemene beginselen".

Art. 19. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 20. "Afdeling 1: Verwezenlijking van diensten, documentatiehulpbronnen en/of pedagogische middelen - artikel 3, 3, 1° van het decreet", van hetzelfde besluit, wordt geschrapt.

Art. 21. "Onderafdeling 1: Algemene beginselen" van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 22. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 15. Om in aanmerking te komen voor de erkenning in het kader van as 3, moet de vereniging één van de volgende activiteiten of een combinatie van deze activiteiten organiseren voor verenigingen of volwassenen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of het Franse taalgebied:

1° diensten verlenen die verenigingen en/of groepen volwassenen in staat stellen hun activiteiten of projecten op het gebied van de permanente opvoeding uit te voeren;

2° het ter beschikking stellen van documentatiehulpbronnen;

3° pedagogische of culturele instrumenten produceren en beschikbaar stellen voor het verenigingsleven of, indien van toepassing, voor een overwegend volwassen publiek;

4° analyses uitvoeren;

5° studies uitvoeren;

6° participatief onderzoek verrichten.

De uitvoering van de in lid 1, punt 4°, bedoelde analyses wordt gecombineerd met minstens één ander type prestaties als bedoeld in lid 1, punten 1° tot en met 3°, 5° of 6° van lid 1.”.

Art. 23. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 24. Vóór artikel 17 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift “Afdeling 2: Specifieke beginselen voor de implementering van diensten, de terbeschikkingstelling van documentatiehulpbronnen, de productie en terbeschikkingstelling van pedagogische of culturele instrumenten”.

Art. 25. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling: “De diensten, de documentatiehulpbronnen en/of de pedagogische of culturele instrumenten hebben de vorm van verwezenlijkingen die noodzakelijkerwijs moeten leiden tot materiële sporen die toegankelijk zijn voor de overheidsdiensten. »;

2° § 2, lid 2, wordt vervangen door de volgende bepaling: “De vereniging moet door middel van voorbereidende werkzaamheden aantonen dat zij de drager van de realisatie of de dienst is die deze realisatie bewerkstelligt. »;

3° § 2, lid 3, wordt vervangen door de volgende bepaling: “Om in aanmerking te komen, moet een project samen gaan met uitzendingen of animaties of een aanbod van de vereniging om steun te verlenen. » ;

4° aan § 2, aan het einde, wordt een alinea als volgt toegevoegd: “Een prestatie kan het onderwerp zijn van samenwerkingen en coproducties, mits de vereniging die deze prestatie bevordert, aantoont dat zij de drager is van deze prestatie in termen van voorbereiding en follow-up. ».

Art. 26. De onderafdeling “Onderafdeling 2: erkenningsvoorwaarde en overeenkomstige forfaitaire categorieën”, opgenomen vóór artikel 18 van hetzelfde besluit, wordt geschrapt.

Art. 27. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 18. Om erkend te worden, moet de vereniging ook:

1° beschikken over specifiek personeel met de vereiste bekwaamheid om de in het eerste lid, 1°, 2° en 3° van artikel 15, bedoelde acties te verwezenlijken;

2° de doelstellingen definiëren die zij nastreeft met haar aanbod van diensten en/of documentatiehulpbronnen en/of instrumenten en deze doelstellingen en dit aanbod via haar website aan het publiek bekend te maken, onverminderd andere communicatiemiddelen;

3° het verstrekken van ruime en regelmatige informatie over de diensten en/of documentatiehulpbronnen en/of instrumenten die ze aanbiedt. ».

Art. 28. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 19. De activiteiten bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1°, 2° en 3°, zijn, naast de leden van de vereniging, gericht op gebruikers buiten de vereniging, individueel of collectief.

De activiteiten bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1°, 2° en 3°, zijn duidelijk te onderscheiden van de individuele, morele, sociale, medisch-sociale of psychologische bijstand.

De prestatie van diensten en/of documentatiehulpbronnen bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1°, 2° en 3°, is van terugkerende aard. ».

Art. 29. “Afdeling 2: Uitvoering van analyses en studies - artikel 3, 3, 2°, van het decreet”, met inbegrip van de artikelen 20 tot en met 24 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door een afdeling 3 en een afdeling 4 die als volgt luiden:

“Afdeling 3: Specifieke beginselen voor het uitvoeren van analyses, studies en participatief onderzoek als bedoeld in artikel 3, paragraaf 4, van het decreet

Onderafdeling 1. — Definities en algemene beginselen

Art. 20. Verstaan wordt onder:

1° analyse: een schriftelijk, analytisch en kritisch document, dat kort en tijdsgebonden kan zijn, dat het resultaat kan zijn van een mondelinge presentatie of in de vorm van een inhoudelijk interview, dat betrekking heeft op een bepaald thema en dat minstens 8.000 tekens, inclusief spaties, bevat;

2° de studie: schriftelijk document dat het resultaat is van enquête, onderzoek of langdurige reflectie over een specifiek thema, bestaande uit minstens 60.000 tekens, inclusief spaties;

3° participatief onderzoek: onderzoek uitgevoerd door en met de deelnemende leden van de actie in alle fasen van het onderzoek, van de opzet tot de ter-debat-stelling ervan in de openbare ruimte.

Art. 22. lid 1. Om haar in het kader van as 3 analyses, studies en participatief onderzoek in aanmerking te zien nemen, moet de vereniging:

1° in termen van publicatie:

a) een actief redactioneel beleid voeren, met inbegrip van de programmering van het opstellen en publiceren van teksten;

b) de analyses, studies en participatief onderzoek op een zodanige wijze presenteren en verspreiden dat het gebruik ervan door de verenigingswereld en het doelpubliek wordt vergemakkelijkt;

2° in termen van context:

a) de redenen voor de keuze van het (de) thematische gebied(en) voor participatieve analyse, studies en onderzoek vast te stellen en, indien nodig, de vastgestelde problemen toelichten;

b) het beschrijven van de verankering van participatieve analyses, studies en onderzoek in de publieke belangstelling van het publiek van het tweetalige gewest Brussel-Hoofdstad en het Franse taalgebied en in het verenigingsleven;

3° in termen van inhoud:

a) een strikte gegevensverwerking uitvoeren die de uitoefening van de vrijheid van meningsuiting niet belemmert;

b) een specifiek, analytisch en kritisch standpunt over het onderwerp ontwikkelen;

c) bijdragen tot de vorming van een kritisch oordeel van de lezers over de behandelde onderwerpen;

d) het ontwerpen en presenteren van analyses en studies op een zodanige wijze dat zij onafhankelijk door een derde partij kunnen worden gebruikt;

4° wat betreft de voorwaarden waaronder ze worden uitgevoerd: aantonen dat de analyses, studies en participatief onderzoek worden uitgevoerd door haar personeel, of door de leden van haar raad van bestuur of algemene vergadering, of door militante, aangesloten of vrijwillige leden van de vereniging. Participatieve analyses, studies en onderzoek kunnen echter door derden worden uitgevoerd, op voorwaarde dat het gaat om originele bijdragen, in overeenstemming met de redactionele lijn van de vereniging. In dit geval moeten sporen van de samenwerking met de auteur worden verstrekt;

5° met betrekking tot de voorwaarden voor exploitatie, animatie en promotie, de wijze van informatieverstrekking, verspreiding en/of acties op het gebied van animatie en/of bevordering van analyses, studies en participatief onderzoek in zijn geheel specificeren.

Art. 22. Naast de in de artikelen 20 en 21 gedefinieerde criteria moet participatief onderzoek voldoen aan de volgende specifieke voorwaarden:

1° worden ingezet binnen de vereniging, bij haar partners en in de openbare ruimte, vanaf de beginfase tot aan de eindredactie;

2° de deelnemers in een vroeg stadium collectief betrekken bij de keuze van het onderwerp en de formulering van de onderzoeksvraag;

3° ook de deelnemers betrekken bij het bepalen van de methode en het onderzoeksproces;

4° de resultaten van het participatieve onderzoek verderop presenteren en openbaar bespreken;

5° over een periode van minstens zes maanden plaatsvinden.

Participatief onderzoek wordt gewaardeerd in het jaar van publicatie.

Art. 22/1. De vereniging zorgt voor de publicatie en verspreiding van analyses, studies en participatief onderzoek, zowel op papier als in elektronische vorm.

Het opschrift en samenvatting van de inhoud van elke analyse, elke studie en elk participatief onderzoek worden tijdens het referentiejaar op internet gepubliceerd. Deze informatie wordt aangevuld met alle relevante informatie over de wijze waarop toegang kan worden verkregen tot de volledige inhoud.

Onderafdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden en overeenkomstige forfaitaire categorieën

Art. 23. § 1. Elk type activiteit is gelijk aan een aantal eenheden als gedefinieerd in § 2.

Eén eenheid komt overeen met 1 activiteitspunt als bedoeld in artikel 10 van het decreet.

§ 2. Overeenkomstig § 1 worden de activiteiten in eenheden in rekening gebracht, als volgt:

1° een analyse: 1 eenheid;

2° een dienst, een instrument, een documentatiecentrum: 3 eenheden;

3° een studie: 5 eenheden;

4° participatief onderzoek: 10 eenheden.

§ 3. Een dienst of instrument kan 6 eenheden waard zijn als het een significante omvang heeft, die bepaald wordt aan de hand van alle of een deel van de volgende afmetingen:

1° het belang van de middelen voor de verwezenlijking;

2° de intensiteit van de animatie en verspreiding;

3° de duur tijdens het jaar;

4° de impact op het publiek.

De mogelijkheid om het aantal eenheden van een dienst of instrument te verdubbelen is beperkt tot één verwezenlijking per jaar.

Alvorens een verwezenlijking als bedoeld in lid 1 van start te laten gaan, stelt de vereniging de Inspectie vooraf in kennis van haar verzoek, met opgave van de redenen voor haar verzoek met betrekking tot de in lid 1 vastgestelde dimensies.

Afdeling 4. — Erkenningsvoorwaarden en overeenkomstige forfaitaire categorieën

Art. 24. Om erkend te worden in het kader van as 3, zoals bedoeld in artikel 3, § 4, van het decreet, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° minstens één type verwezenlijking in de zin van artikel 15 uitvoeren en publiceren, ten belope van een minimum van 20 eenheden per jaar, onverminderd artikel 15, lid 2;

2° de verwezenlijkingen voldoen, afhankelijk van hun type, aan de voorwaarden van respectief de artikelen 17, 18, 19, 20, 21 en 22.

Met toepassing van artikel 10, 4°, a), van het decreet, bedraagt het aantal activiteitenpunten dat aan de vereniging die met deze categorie overeenstemt, wordt toegekend, 20.

Art. 24/1. Om toegang te krijgen tot de forfaitaire categorie die hoger is dan de in artikel 24 bedoelde categorie, moet de vereniging minstens aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° minstens één type verwezenlijking uitvoeren en publiceren, ten belope van een minimum van 30 eenheden per jaar;

2° de verwezenlijkingen voldoen, afhankelijk van hun type, aan de voorwaarden van respectief de artikelen 17, 18, 19, 20, 21 en 22.

Met toepassing van artikel 10, 4°, b), van het decreet, bedraagt het aantal activiteitenpunten dat aan de vereniging die met deze categorie overeenstemt, wordt toegekend, 30.

Art. 30. Het opschrift van hoofdstuk 5 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

“Hoofdstuk 5 - Voorwaarden voor erkenning in as 4, bedoeld in artikel 3, § 5 van het decreet en de overeenkomstige forfaitaire categorie”.

Art. 31. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° na punt 1° wordt een punt 1°/1 toegevoegd, dat als volgt luidt: “1°/1 in overeenstemming zijn met artikel 1 van het decreet”;

2° punt 8° wordt vervangen door de volgende bepaling: “8° een mededeling sturen aan de culturele actoren, de betrokken overheden en politieke vertegenwoordigers. ».

Art. 32. In artikel 26, § 2, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling: “Naast de campagnes worden specifieke overheidsinterventies uitgevoerd over specifieke thema’s die verband houden met de door de vereniging aan de orde gestelde uitdagingen. ».

Art. 33. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, in de inleiding, worden de woorden “zoals bedoeld in artikel 3, 4, van het decreet” vervangen door “zoals bedoeld in artikel 3, § 5, van het decreet”;

2° in § 1, wordt punt 2° vervangen door de volgende bepaling: “2° minstens 20 specifieke overheidsinterventies uitvoeren op andere thema’s dan die van de campagne(s);

3° in § 2, in de inleiding, worden de woorden “bedoeld in artikel 3, 4, van het decreet” vervangen door “bedoeld in artikel 3, § 5, van het decreet”.

Art. 34. Na artikel 27 van hetzelfde besluit wordt na artikel 27 van hetzelfde besluit een hoofdstuk 5/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Hoofdstuk 5/1: Asoverschrijdende verwezenlijkingen

Art. 27/1. § 1. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet kan een vereniging die in één of twee assen is erkend, activiteiten laten gelden in een andere as die in het decreet wordt gedefinieerd.

Krachtens artikel 4, § 2, tweede lid, 1°, van het decreet voor as 1 kunnen verenigingen die zijn ingedeeld in de forfaitaire categorie 4 en waarvan de territoriale impact de gemeente, het dorp of de buurt is, echter geen activiteiten laten gelden die onder een andere as vallen.

§ 2. Gedurende een periode van drie of vijf jaar kan het aantal verwezenlijkingen en/of uren bedoeld in §1 variëren, zolang de variaties coherent blijven met het project van de vereniging en haar verhouding met het publiek.

De erkende vereniging is niet verplicht een opening naar de andere as te handhaven gedurende de volledige periode van vijf jaar/drie jaar.

Art. 27/2. Met toepassing van artikel 4, § 2, 3°, van het decreet worden in de volgende matrices verschillende mogelijke combinaties tussen de verschillende assen en naar gelang van de verschillende forfaitaire categorieën geïdentificeerd:

1° opening van as 1 naar as 2 of as 3 :

As 1: forfaitaire categorieën/aantal punten/ activiteitenuren			Maximumgelijkwaardigheid 20 % van forfaitaire As 1	
forfaitaire categorieën	Aantal punten/ nombre d'heures	80 % activiteiten uren in As 1	In As 2/ opleidingsuren	In As 3/ verwezenlijkingen
artikel 5, § 1	10 punten/ 200 u	160	60	2 eenheden
artikel 5, § 2	15 punten/260 u	208	90	3 eenheden
artikel 5, § 3	20 punten/290 u	232	120	4 eenheden
Artikel 5, § 4	25 punten/320 u	256	150	5 eenheden
Artikel 6, § 1	25 punten/320 u	256	150	5 eenheden
artikel 6, § 2	35 punten/450 u	360	210	7 eenheden
artikel 6, § 3	60 punten/900 u	720	360	12 eenheden

2° opening van as 2 naar as 1 of as 3 :

As 2 : forfaitaire categorieën/aantal punten/aantal opleidingsuren			Maximumgelijkwaardigheid 20 % uren/ opleiding	
Forfaitaire categorieën	punten	80 % uren/ opleiding in As 2	In As 1/ activiteitenuren	In As 3/ verwezenlijkingen
artikel 13, §1	15 punten/500 u	400	60	3 eenheden
artikel 13, §2	30 punten/900 u	720	120	6 eenheden
artikel 13, §3	45 punten/1200 u	960	180	9. eenheden

3° opening van as 3 naar as 1 of 2 :

As 3 : forfaitaire categorieën/ aantal punten/verwezenlijkingseenheden			Maximumgelijkwaardigheid 20% verwezen- lijkingseenheden	
Forfaitaire categorieën	Aantal punten	80 % verwezenlijking- eenheden	In As 1/ activiteituren	In As 2/ opleidingsuren
artikel 24	20 punten/ 20 verwezenlijking- eenheden	16	80	120
artikel 24/1	30 punten/ 30 verwezenlijking- eenheden	24	120	180

».

Art. 35. Onmiddellijk onder "Hoofdstuk 7 - Procedure en formele voorwaarden voor erkenning" van hetzelfde besluit worden de volgende bepalingen ingevoegd:

"Afdeling 1 - Beginselaanvraag

Artikel 28/1. 1. Om erkenning aan te vragen op een of meer gebieden als bedoeld in artikel 3 van het besluit, dient de vereniging uiterlijk op 31 januari bij de administratie een verzoek in bestaat uit de volgende elementen:

1° de algemene contactgegevens van de vereniging, met inbegrip van het adres van de website en een e-mailadres;

2° de statuten, in de vorm van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

3° het ondernemingsnummer;

4° de voorlegging van een motivering op basis van het door de administratie ter beschikking gestelde model en een toelichting over de wijze waarop zij voldoet aan de vereisten van artikel 1 van het decreet; de vereniging verwijst hiervoor inzonderheid naar het document in bijlage bij dit besluit;

5° een korte presentatie van de activiteiten die in het afgelopen kalenderjaar zijn uitgevoerd, in verband met de as(sen) van het decreet;

6° de door de algemene vergadering goedgekeurde winst- en verliesrekening en balans voor het boekjaar dat voorafgaat aan de indiening van de aanvraag.

Art. 28/2. Een vereniging die een of meer verenigingen binnen een federatie of net samenvoegt, dient een beginselaanvraag in voor die federatie of dat netwerk.

De vereniging die een aanvraag tot erkenning als beweging in de zin van artikel 5 van het decreet indient, stelt één enkel dossier samen dat betrekking heeft op de gefedereerde afhankelijke verenigingen.

Art. 28/3. De vereniging dient haar beginselaanvraag in bij de administratie volgens het door de administratie vastgestelde model, na advies van de raad.

Art. 28/4. § 1. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, stuurt de Administratie binnen 15 dagen na ontvangst van het dossier een verzoek om aanvullende informatie per post.

De vereniging heeft zeven dagen om de gevraagde aanvullende informatie te verstrekken.

De Administratie neemt een definitieve beslissing over de ontvankelijkheid van het dossier binnen zeven dagen na ontvangst van de gevraagde aanvulling of na het verstrijken van de in lid 2 bepaalde termijn.

Bij gebreke aan tijdige reactie van de vereniging of indien de reactie onvolledig of ontoereikend is, wordt de aanvraag niet-ontvankelijk verklaard. De beslissing tot niet-ontvankelijkheidsverklaring wordt bij aangetekende brief ter kennis van de vereniging gebracht.

De administratie doet de Raad jaarlijks ter informatie de lijst van niet-ontvankelijke beginselaanvragen toekomen, met vermelding van de redenen voor de niet-ontvankelijkheidsverklaring.

§ 2. De administratie zendt de ontvankelijke aanvraag door aan de inspectiedienst en de Raad.

§ 3. De inspectiedienst onderzoekt de beginselaanvraag en brengt advies uit. De inspectiedienst vraagt, indien nodig, de steun van de administratie. De administratie kan ook op eigen initiatief een aanvullende nota bij het advies van de inspectie opstellen.

De administratie laat het advies van de inspectie en, indien van toepassing, de aanvullende nota van de inspectie uiterlijk op 30 april aan de Raad toekomen.

§ 4. Na ontvangst van deze adviezen of vanaf de in § 3 bepaalde termijn beschikt de Raad over zestig dagen om zijn advies uit te brengen. Indien de Raad niet binnen 60 dagen advies uitbrengt, wordt de procedure geldig voortgezet zonder dat advies. Deze termijn is geschorst tussen 1 juli en 31 augustus.

§ 5. Binnen tien dagen na ontvangst van het advies van de Raad of, bij gebreke van een advies binnen tien dagen na het verstrijken van de in § 4 bedoelde termijn, zendt de Administratie aan de Minister een met redenen omkleed voorstel, samen met de adviezen van de Inspectie en de Raad en, in voorkomend geval, zijn aanvullende nota.

§ 6. Na ontvangst van het voorstel, de adviezen en, in voorkomend geval, de aanvullende nota, neemt de Minister uiterlijk op 1 september van het lopende kalenderjaar een beslissing.

Binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de minister stelt de administratie de vereniging in kennis van deze. Ze specificeert de vorm en de termijn van het beroep. De adviezen van de inspectiedienst en de Raad en eventuele aanvullende nota's van de administratie zijn bij de kennisgeving gevoegd. ».

Art. 36. "Afdeling 1 - Formele voorwaarden voor erkenning" van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling: "Afdeling 2: Formele voorwaarden voor de aanvraag om erkenning".

Art. 37. In artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit, wordt het eerste streepje van punt h) vervangen door de volgende bepaling: "de doelstellingen die de vereniging zich voor de periode van drie of vijf jaar vaststelt".

Art. 38. “Afdeling 2 - Erkenningsprocedure”, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door: “Afdeling 3: Erkenningsprocedure”.

Art. 39. Artikel 32, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 32. 1. De vereniging dient haar erkenningsaanvraag uiterlijk op 31 januari van het lopende kalenderjaar in bij de Administratie, volgens het door de Administratie vastgestelde model en na raadpleging van de Raad.

Art. 40. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 33. §1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag bevestigt de Administratie de ontvangst ervan en verzoekt zij om aanvullende informatie indien de aanvraag onvolledig is.

De vereniging heeft zeven dagen om de gevraagde aanvullende informatie te verstrekken.

De Administratie neemt een definitieve beslissing over de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag binnen zeven dagen vanaf de ontvangst van de gevraagde aanvulling of na het verstrijken van de in lid 2 bepaalde termijn.

Bij gebreke aan tijdige reactie van de vereniging of indien de reactie onvolledig of ontoereikend is, wordt de aanvraag niet-ontvankelijk verklaard. De beslissing tot niet-ontvankelijkheidsverklaring wordt bij aangetekende brief ter kennis van de vereniging gebracht.

De administratie doet de Raad jaarlijks ter informatie de lijst van niet-ontvankelijke erkenningsaanvragen toekomen, met vermelding van de redenen voor de niet-ontvankelijkheidsverklaring.

§ 2. Tijdens de erkenningsprocedure stelt de vereniging de administratie in kennis van elke wijziging met betrekking tot de gegevens in haar dossier.

§ 3. De administratie stuurt de ontvankelijke dossiers door aan de Inspectie en de Raad. ».

Art. 41. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 34. §1. De Administratie onderzoekt de erkenningsaanvraag en formuleert een advies. Indien nodig vraagt zij de steun van de inspectiedienst. De inspectiedienst kan op eigen initiatief een aanvullend advies uitbrengen.

§ 2. De Administratie deelt haar advies en eventueel het aanvullend advies van de inspectie mee aan de Raad uiterlijk op 31 mei van het kalenderjaar waarin het dossier ontvankelijk werd verklaard.

Na ontvangst van deze adviezen heeft de Raad zestig dagen om zijn advies te formuleren. Deze termijn is geschorst tussen 1 juli en 31 augustus.

Indien de Raad niet binnen 60 dagen advies uitbrengt, wordt de procedure geldig voortgezet zonder dat advies.

§ 3. Binnen tien dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na het verstrijken van de in § 2, tweede lid, bedoelde termijn, zendt de Administratie aan de Minister een voorstel van met redenen omklede beslissing, samen met haar advies, het advies van de Raad, indien dit binnen de in § 2, tweede lid, bedoelde termijn is uitgebracht, en, in voorkomend geval, het aanvullend advies van de inspectie.

§ 4. Na ontvangst van het in § 3 bedoelde voorstel neemt de minister binnen 30 dagen een beslissing.

Binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de minister stelt de administratie de vereniging in kennis van de beslissing. Ze specificeert de vorm en de termijn van het beroep. De adviezen van de administratie, de Raad en eventuele aanvullende adviezen van de inspectiedienst zijn bij de kennisgeving gevoegd.

De erkenning voor een bepaalde periode heeft uitwerking met ingang van 1 januari volgend op het kalenderjaar waarin de aanvraag is ingediend. ».

Art. 42. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 35. De diensten van de Regering en de Raad zijn bevoegd om aan de minister de erkenning voor te stellen in een lagere categorie dan die welke door de vereniging wordt gevraagd, indien wordt vastgesteld dat deze niet voldoet aan de criteria bepaald in de artikelen 2 tot en met 27.

Zij kunnen ook een vermindering van het aantal assen voorstellen. ».

Art. 43. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 44. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 45. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 46. In artikel 40 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling:

“§ 1. De vereniging organiseert haar gedeeltelijk dubbele boekhouding volgens het door de administratie overgezonden genormaliseerd boekhoudplan van de gesubsidieerde culturele operatoren. Indien de vereniging onderworpen is aan andere verplichtingen van andere overheidsinstanties die het gebruik van dit plan onmogelijk zouden maken, kan haar een afwijking overeenkomstig artikel 42 worden toegestaan.

Art. 47. In artikel 41, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, worden in punt c, de woorden “het verslag van de commissarissen der rekeningen” vervangen door “het verslag van de verificateurs der rekeningen”.

Art. 48. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 49. In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de woorden “zoals bedoeld in artikel 3, 3., van het decreet” vervangen door de woorden “zoals bedoeld in artikel 3, §4 van het decreet”.

Art. 50. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de woorden “zoals bedoeld in artikel 4, 4., van het decreet” vervangen door de woorden “zoals bedoeld in artikel 3, § 5, van het decreet”.

Besluit :

Art. 51. In artikel 47 van hetzelfde besluit wordt de volgende bepaling ingevoegd:

“Het aantal punten bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet, maakt het mogelijk de opdrachten bedoeld in de artikelen 5/1, 4° en 5° van het decreet, te verwezenlijken. Het wordt bepaald naar analogie van de cumulatieve vaste bedragen voor as 1, zoals in artikel 6, § 1, en voor as 2 als bedoeld in artikel 13, § 1. Het verplicht de representatieve federaties echter niet om hun opdrachten uit te voeren overeenkomstig de specifieke eisen van deze assen. ».

Art. 52. Na artikel 48 van hetzelfde besluit wordt het volgende hoofdstuk 8/1 ingevoegd:

"Hoofdstuk 8/1: Samenvoeging van verenigingen of wijziging van het maatschappelijk doel

Art. 48/1. Indien een niet-erkende vereniging wordt opgeslorpt door een vereniging die krachtens het decreet is erkend, stelt deze laatste de administratie er op de hoogte van en deelt zij haar de statuten van de vereniging die het resultaat zijn van de samenvoeging, het aangepaste actieplan en de notulen van de buitengewone algemene vergadering mee.

De in lid 1 bedoelde samenvoeging doet geen afbreuk aan de erkenning van de vereniging en de subsidiëring van de erkende vereniging tijdens de lopende periode van drie of vijf jaar, wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° het maatschappelijk doel van de erkende vereniging wordt niet gewijzigd;

2° de vereniging die het resultaat is van de samenvoeging is in overeenstemming met de doelstellingen van artikel 1 van het decreet.

Art. 48/2. Wanneer twee erkende verenigingen samen worden gevoegd, stelt de uit de samenvoeging ontstane vereniging de Administratie er op de hoogte van en deelt zij haar de statuten van de uit de samenvoeging ontstane vereniging, het aangepaste actieplan en de notulen van de buitengewone algemene vergadering mee.

Na raadpleging van de inspectie doet de administratie de minister een voorstel toekomen voor een beslissing tot wijziging van de beslissing betreffende de erkenning of verlenging van de periode van vijf jaar voor wat betreft de assen en forfaitaire bedragen, teneinde geheel of gedeeltelijk rekening te houden met de activiteiten die voor de samengevoegde vereniging eerder overeenkomstig lid 3 in aanmerking werden genomen.

Het totale bedrag van de subsidie voor de nieuwe forfaitaire erkenningsbedragen mag niet hoger zijn dan de gecumuleerde som van de forfaitaire bedragen die de verenigingen respectief hebben ontvangen in het kader van de lopende periode van drie of vijf jaar vóór de samenvoeging.

Art. 48/3. Wanneer de erkende vereniging haar maatschappelijk doel wijzigt, stelt zij de administratie daarvan in kennis en deelt zij haar gewijzigde statuten en, in voorkomend geval, haar aangepaste actieplan mee.

De in het eerste lid bedoelde wijziging heeft geen gevolgen voor de erkenning van de vereniging en haar subsidiëring gedurende de lopende periode van drie of vijf jaar, wanneer de Regeringsdiensten vaststellen dat het maatschappelijk doel van de erkende vereniging in overeenstemming is met de in artikel 1 van het decreet genoemde doelstellingen.

Indien het maatschappelijk doel niet meer in overeenstemming is met de doeleinden vermeld in artikel 1 van het decreet, zijn de artikelen 23, §2 en 25 van het decreet van toepassing. ».

Art. 53. In hetzelfde volgorde wordt Het opschrift van hoofdstuk 9 vervangen door de volgende titel:

"HOOFDSTUK 9. - Monitoring en evaluatie".

Art. 54. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 49. Met toepassing van artikel 18 van het decreet zendt de vereniging die erkend is als een vereniging voor een onbepaalde of bepaalde duur, de administratie uiterlijk op 30 juni het jaarverslag en de boekhoudkundige balans over, opgesteld volgens de door de administratie verstrekte modellen, onverminderd de afwijkingen die met toepassing van artikel 42 kunnen worden toegestaan.

Art. 55. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 50. §1. Met toepassing van artikel 19, § 1, van het decreet zendt de vereniging die erkend is als een vereniging voor onbepaalde duur uiterlijk op 30 juni van het vierde jaar van de periode van vijf jaar een algemeen evaluatieverslag toe aan de Administratie, naast het jaarverslag en het door de algemene vergadering goedgekeurde moreel verslag. Dit algemene verslag bevat inzonderheid het resultaat van de zelfevaluatie als bedoeld in artikel 19, § 1, lid 2, van het decreet, een synthese van de jaarverslagen over de laatste vijf kalenderjaren voorafgaand aan de indiening van het algemene evaluatieverslag, aan de hand waarvan kan worden nagegaan of over een periode van vijf jaar aan de kwantitatieve en kwalitatieve criteria met betrekking tot de assen en forfaitaire categorieën is voldaan, evenals een eventueel verzoek tot wijziging van de as of forfaitaire categorie. Indien zij erkenning in het kader van een nieuwe as aanvraagt, motiveert de vereniging haar verzoek en specificeert zij de eventueel subsidiabele activiteiten die in het derde jaar van de periode van vijf jaar in het kader van een van de betrokken assen of van beide assen zijn ondernomen. De vereniging dient ook een nieuw meerjarig actieplan in.

Met toepassing van artikel 19, § 2, van het decreet zendt de voor bepaalde duur erkende vereniging uiterlijk op 30 juni van het derde jaar van het driejarige actieplan een algemeen evaluatieverslag toe aan de administratie, naast het jaarverslag en het moreel verslag dat door de algemene vergadering is goedgekeurd. Dit algemene verslag bevat inzonderheid het resultaat van de zelfevaluatie als bedoeld in artikel 19, lid 1, tweede lid, van het decreet en een synthese van de jaarverslagen over de eerste twee jaar van de periode van drie jaar, met inbegrip van kwantitatieve en kwalitatieve gegevens over het kalenderjaar voorafgaand aan het begin van deze periode van drie jaar. Zo kan worden nagegaan of over een periode van drie jaar aan de kwantitatieve en kwalitatieve criteria met betrekking tot assen en forfaitaire categorieën wordt voldaan. Zij zendt ook een nieuw meerjarig actieplan en een eventueel verzoek tot wijziging van de as of forfaitaire categorie toe. Indien zij erkenning voor een nieuwe as aanvraagt, motiveert de vereniging haar verzoek en specificeert zij in voorkomend geval de subsidiabele activiteiten die in het tweede jaar van de periode van drie jaar in het kader van een van de betrokken as of van beide assen zijn ondernomen.

Het in het eerste en tweede lid bedoelde algemene evaluatieverslag wordt opgesteld volgens het door de Regeringsdiensten voorgestelde model, na advies van de Raad en na goedkeuring door de Minister.

Artikel 1 van het decreet vormt een van de referenties die nodig zijn voor de zelfevaluatie van verenigingen bij de voorbereiding van hun algemeen evaluatieverslag. Het is ook een van de noodzakelijke referenties voor de Regeringsdiensten en de Raad bij de uitvoering van hun evaluatie- en adviesopdrachten.

§2. Een vereniging of beweging die wenst een wijziging van as van haar erkenning ten gunste van een andere as aan te vragen, treedt uiterlijk op 30 januari van het derde jaar van de periode van vijf jaar of het tweede jaar van de periode van drie jaar in overleg met de Regeringsdiensten.

Het in het eerste lid bedoelde overleg heeft tot doel:

1° de nadere regels vast te stellen voor de motivering van de criteria met betrekking tot de erkenningsas en de nieuwe as die de vereniging tijdens de drie- of vijfjaarlijkse evaluatie zal vragen;

2° zich geleidelijk voor te bereiden en anticiperen op de inachtneming van de voorwaarden voor erkenning in de door de vereniging aangevraagde as.

Tijdens en na het overleg worden de voorwaarden met betrekking tot de forfaitaire bedragen behouden. Er worden gedurende de periode van vijf of drie jaar geen aanvullende subsidies toegekend. ».

Art. 56. In hetzelfde besluit wordt een artikel 50/1, dat als volgt luidt, ingevoegd:

“Art. 50/1. §1. De administratie laat de inspectie het in artikel 50 bedoelde algemene evaluatieverslag toekomen.

De inspectiedienst vraagt, indien nodig, de steun van de administratie. De administratie kan ook op eigen initiatief een aanvullende nota bij het advies van de inspectie opstellen.

§ 2. Indien het advies van de Inspectie en, in voorkomend geval, de aanvullende nota van de Administratie negatief zijn, ontvangt de Raad een afschrift van het jaarverslag of het algemene evaluatieverslag, het advies van de Inspectie en, in voorkomend geval, de aanvullende nota van de Administratie, alsmede alle aanvullende informatie van de vereniging.

De Raad heeft 60 dagen de tijd om een met redenen omkleed advies uit te brengen.

Wanneer de Raad niet binnen de in lid 2 genoemde termijn advies uitbrengt, wordt de procedure geldig voortgezet zonder dat advies.

Binnen tien dagen na ontvangst van het advies van de Raad of, bij gebreke van een advies, binnen tien dagen na het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn, zendt de Administratie aan de Minister een met redenen omkleed voorstel, samen met de beoordeling van de inspectie, een eventuele aanvullende nota van de Administratie en het advies van de Raad.

§3. Vanaf de ontvangst van de in § 2 bedoelde evaluaties en adviezen heeft de Minister twee maanden om te beslissen om de termijn van vijf jaar te verlengen, deze onder bepaalde voorwaarden te verlengen, de forfaitaire categorie en/of de as te wijzigen of de erkenning in te trekken.

De beslissing wordt uiterlijk vóór het einde van de lopende periode van drie of vijf jaar genomen. ».

Art. 57. In hetzelfde besluit wordt een artikel 50/2, dat als volgt luidt, ingevoegd:

“Art. 50/2. De Regeringsdiensten organiseren sectoraal overleg met de Raad en de representatieve federatie(s), met een minimum van twee vergaderingen per jaar, waarvoor zij het secretariaat verzorgen.

Het genoemde overleg heeft tot doel informatie uit te wisselen over de uitvoering van het decreet en de algemene monitoring van de toepassing ervan, alsook over de organisatie van permanente opvoedingsdagen, met uitsluiting van specifieke situaties of specifieke dossiers.

De Regeringsdiensten, de Raad en/of de representatieve federatie(s) kunnen op met redenen omklede wijze verzoeken om de organisatie van bijkomende vergaderingen naast het in lid 1 genoemde minimumaantal.

Art. 58. In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, lid 1, wordt na punt 1°, een punt 1°/1 ingevoegd dat als volgt luidt: “1°/1 weigering van een beginselaanvraag”;

2° in § 1, lid 1, wordt punt 3° vervangen door de volgende tekst: “3° de weigering om de forfaitaire categorie en/of de as te wijzigen krachtens artikel 26, § 2, van het decreet”;

3° in § 1, lid 1, wordt punt 4° vervangen door de volgende tekst: “4° de van ambtswege wijziging van categorie en/of forfaitaire categorie prijs krachtens artikel 26, § 1, van het decreet”;

4° in § 1, eerste lid, 5°, worden de woorden “overeenkomstig artikel 24 van het decreet” vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel 23, § 2 en 3 van het decreet”;

5° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 2. Vanaf ontvangst van het beroep heeft de Inspectie 30 dagen om haar advies uit te brengen. De Inspectie benoemt daartoe een inspecteur die de aangelegenheid niet in eerste instantie heeft onderzocht.

Na afloop van deze termijn stuurt de Administratie het beroep door naar de Raad, evenals het advies van de Inspectie.

Na ontvangst hiervan benoemt de Raad twee van zijn leden om hem te onderzoeken. Ze kunnen niet het herkenningdossier eerder hebben behandeld. » ;

6° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 3. Zodra de leden die verantwoordelijk zijn voor het onderzoek van het beroep zijn benoemd, heeft de Raad 60 dagen om een nieuw advies te geven aan de minister.

Deze termijn wordt geschorst tussen 1 juli en 31 augustus van elk jaar.

Binnen tien dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na de termijn waarbinnen de Raad overeenkomstig het eerste en tweede lid een advies moet uitbrengen, doet de Administratie het advies van de Inspectie en de Raad aan de Minister toekomen.

De Minister heeft dertig dagen vanaf de datum van ontvangst van de kennisgevingen om zijn beslissing te nemen.

Binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister stelt de Administratie de vereniging in kennis van de beslissing. » ;

7° in fine wordt een § 4 ingevoegd die als volgt luidt:

“§ 4. In geval van beroep tegen een weigering van erkenning, indien de Minister beslist de beslissing niet in te willigen en de vereniging toch te erkennen, treedt deze erkenning in werking op 1 januari van het jaar waarin de beslissing van de Minister is genomen. » .

Art. 59. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 10/1 als volgt ingevoegd:

“Hoofdstuk 10/1: Dialoogprocedure tussen verenigingen, de Regeringsdiensten en de Raad

Art. 51/1. Overeenkomstig artikel 26/1 van het decreet kan een vereniging een dialoog met de Regeringsdiensten en de Raad op gang brengen.

De procedure heeft betrekking op de volgende vier beginselen: vrijheid van vereniging en organisatie, vrijheid van meningsuiting, legaliteit, gelijke behandeling en non-discriminatie.

Daartoe legt de vereniging een met redenen omkleed dossier voor aan de Administratie.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag wordt het met redenen omkleed dossier onderzocht in een onderhandelingsvergadering, binnen een werkgroep die als volgt is samengesteld:

- 1° een vertegenwoordiger van de Administratie;
- 2° een vertegenwoordiger van de Inspectie;
- 3° een lid van de Raad;
- 4° twee vertegenwoordigers van de vereniging.

De conclusies van de besprekingen worden vastgelegd in een proces-verbaal dat door de Administratie wordt opgesteld en binnen 30 dagen na de vergadering aan de in lid 4 genoemde deelnemers toegezonden. ».

Art. 60. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 10/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Hoofdstuk 10/2: Duurzaamheid van de vereniging

Art. 51/2. § 1. De Inspectiedienst is belast met de begeleiding bedoeld in artikel 23 van het decreet. Hij kan op eigen initiatief of op initiatief van de vereniging handelen.

Deze begeleidingsopdracht wordt uitgevoerd in het kader van het vertrouwensbeginsel en met inachtneming van de vier in artikel 51, lid 1, vastgestelde beginselen.

§ 2. Met het oog op de uitvoering van zijn opdrachten onderzoekt de Inspectiedienst alle soorten documenten die voor dit doel nuttig zijn en vraagt de relevante documenten aan bij de Administratie of de vereniging, overeenkomstig de artikelen 3 en 5 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2017 betreffende de organisatie en de coördinatie van de controles op de toekenning en de aanwending van subsidies, aangenomen ter uitvoering van artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Inspectiedienst deelt de vereniging zijn analyse van de rekeningen en de balans en zijn beoordeling van de financiële toestand en eventuele risico's met betrekking tot de duurzaamheid van de vereniging mee. De Inspectiedienst overlegt hierover met de vereniging.

Als de Inspectiedienst na dit overleg van mening is dat er nog steeds risico's bestaan, stelt zij voor de vereniging te ondersteunen (begeleiden).

Het doel van de Inspectie-ondersteuning is de vereniging uit te nodigen om binnen 60 dagen de voorwaarden vast te stellen die de geïdentificeerde risico's zo nodig kunnen verhelpen. De Inspectie valideert deze voorwaarden (saneringsplan, schuldsaneringsplan of andere maatregelen).

§ Indien er geen akkoord wordt bereikt tussen de vereniging en de Inspectiedienst om de vastgestelde risico's aanzienlijk te verminderen, kan een procedure voor de opschorting van de toekenning van subsidies worden ingeleid, totdat de situatie door de Inspectiedienst weer veilig wordt bevonden.

§ 5. In geval van een ernstig en blijvend gebrek van de vereniging kan een procedure tot intrekking van de erkenning worden ingeleid overeenkomstig artikel 25 van het decreet en onverminderd artikel 23, § 2 van het decreet.

§ 6. Na afloop van de periode van drie of vijf jaar is een verenigingsbestuur dat de duurzaamheid van de vzw en haar activiteiten en/of de naleving van de § 1 tot en met 5 kan garanderen, een voorwaarde voor de verlenging voor een nieuwe periode.

§ 7. De Inspectiedienst informeert de Dienst voor permanente opvoeding systematisch over de voorstellen voor begeleiding en de evolutie ervan. ».

Art. 61. Voor de bewegingen waarvan de programmaovereenkomst op 31 december 2018 afloopt en die voldoen aan de voorwaarden voor de nieuwe forfaitaire categorie bedoeld in artikel 9, § 4, geldt voor het jaar 2019 een éénjarig bijvoegsel.

De in lid 1 bedoelde bewegingen kunnen een aanvraag om wijziging van forfaitaire categorie indienen met het oog op de verlenging van een periode van vijf jaar (2020-2024), overeenkomstig de nadere regels en termijnen van dit besluit.

Art. 62. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van de artikelen 35 tot en met 43, 54 en 55, die op 1 januari 2020 in werking treden.

Art. 63. De Minister die Permanente opvoeding in zijn bevoegdheden heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI